

Paris, le 30 janvier 2018

L'HONNEUR PERDU D'EMMANUEL MACRON !

Le 27 juillet 2017, à Orléans, Emmanuel Macron s'était engagé en faveur d'un accueil plus responsable des migrant.e.s sur le sol national : « Je ne veux plus d'ici la fin de l'année avoir des hommes et des femmes dans les rues, dans les bois. Je veux partout des hébergements d'urgence. » Force est de constater que nous en sommes loin aujourd'hui. Les situations décrites par le président de la République perdurent. Pire encore, la circulaire « relative à l'examen des situations administratives dans l'hébergement d'urgence » rendue publique le 12 décembre dernier par le ministre de l'Intérieur rend désormais possible un tri des personnes hébergées sur la base de la régularité de leurs conditions de séjour. Ce tri pourra être effectué par des équipes mobiles au sein même des centres d'hébergement. Les associations humanitaires et le Défenseur des droits, Jacques Toubon, ont protesté contre cette circulaire. En vain. Le Premier ministre a considéré qu'il s'agissait d'un « élément d'une politique d'ensemble » qu'il assumait sans broncher.

C'est dans ce contexte que plusieurs universités (Grenoble, Lyon, Nantes) ont eu l'occasion, à la fin de l'année dernière, d'accueillir des familles de migrant.e.s dans leurs locaux. Le soutien des équipes militantes et des bénévoles ne leur a pas manqué, mais la frilosité des équipes de direction focalisées sur les questions de sécurité n'a pas toujours facilité le dialogue entre les différentes parties. C'est également dans ces conditions que, depuis deux mois, des étudiant.e.s francilien.ne.s sans titre de séjour se mobilisent pour obtenir leur régularisation face à l'autisme bureaucratique des préfectures.

Le monde universitaire ne peut décemment ignorer ce qui se passe en son sein. Le SNESUP-FSU considère que toute politique qui s'écarterait des principes de ce que Jacques Derrida appelait « la loi inconditionnelle de l'hospitalité »¹ serait un sacrifice aussi inutile que vain de nos valeurs humanistes sur l'hôtel des peurs irrationnelles et des idéologies mortifères. Il demande le retrait de la circulaire du 12 décembre et de toutes les mesures qui portent atteinte à la dignité humaine, en particulier les violences policières comme celles dont a rendu compte l'écrivain Yann Moix dans sa tribune parue dans *Libération*². Il souhaite que le gouvernement s'engage dans une véritable politique d'accueil des migrant.e.s pour les années à venir. ■

1 Jacques Derrida, *De l'hospitalité. Entretien avec Anne Dufourmantelle*, Paris, Calmann-Lévy, 1987.

2 http://www.liberation.fr/debats/2018/01/21/monsieur-le-president-vous-avez-instaure-a-calais-un-protocole-de-la-bavure_1624132

Suivez-nous !



[HTTPS://WWW.FACEBOOK.COM/SNESUPFSU/](https://www.facebook.com/SNESUPFSU/)



[HTTPS://TWITTER.COM/SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)